

**Convention collective**  
**IDCC : 1634. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,**  
**MÉCANIQUES, ÉLECTRONIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES**  
**(Côtes-d'Armor)**  
**(5 avril 1991)**  
*(Bulletin officiel n° 1991-11 bis)*  
*(Étendue par arrêté du 11 mars 1992,*  
*Journal officiel du 24 mars 1992)*

---

**ACCORD DU 6 JUIN 2017**  
**RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2017**

NOR : ASET1750760M  
IDCC : 1634

---

Entre

UIMM 22

D'une part, et

CFDT

CFTC

CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'accord du 5 avril 1991 portant création d'un barème de taux effectifs garantis annuels (TEGA) annexé à la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électroniques, connexes et similaires des Côtes-d'Armor, le barème de TEGA applicable à partir de l'année 2017 pour la durée légale du travail de 35 heures hebdomadaire est fixé en annexe au présent avenant.

**Article 2**

Les modalités d'application de ces taux effectifs garantis annuels (TEGA) sont celles définies par l'article 12 de l'accord départemental susvisé du 5 avril 1991.

**Article 3**

Aucune rémunération ne pourra être inférieure au taux horaire du Smic en vigueur au moment de la conclusion et pendant l'application du présent accord.

Certains mensuels bénéficieront de majorations de leur taux effectif garanti annuel (TEGA) du fait de la conclusion d'un forfait en heures ou en jours sur l'année, en application des articles 13.3 et 14.3 de l'accord national de la métallurgie du 28 juillet 1998, modifié par l'accord national de la métallurgie du 3 mars 2006.

Les dispositions du présent accord concernant les taux effectifs garantis annuels (TEGA) prendront effet le 1<sup>er</sup> juillet 2017 mais, pour les salariés qui ont un contrat de travail en cours à cette date, les taux effectifs garantis annuels (TEGA) s'appliqueront pour l'ensemble de l'année 2017 dès lors que leur présence dans l'entreprise est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

En cas d'arrivée en cours d'année 2017 et s'ils sont toujours présents au 1<sup>er</sup> juillet 2017, les taux effectifs garantis annuels (TEGA) s'appliqueront *pro rata temporis*. De même, en cas d'arrivée dans l'entreprise après le 1<sup>er</sup> juillet 2017, les taux effectifs garantis annuels (TEGA) s'appliqueront *pro rata temporis*.

#### **Article 4**

L'indemnité de panier fixée à l'article 23 de l'avenant mensuel du 5 avril 1991 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électroniques, connexes et similaires des Côtes-d'Armor est revalorisée au 1<sup>er</sup> juillet 2017 eu égard à la présente révision du barème des taux effectifs garantis annuels (TEGA).

#### **Article 5**

Les dispositions du présent accord demeureront applicables tant qu'un nouvel accord territorial ne sera pas conclu sur le même objet des taux effectifs garantis annuels (TEGA).

#### **Article 6**

Le présent avenant sera déposé dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à en demander l'extension à toutes les entreprises des Côtes-d'Armor relevant du champ d'application professionnel des accords nationaux de la métallurgie.

L'union des industries et métiers de la métallurgie des Côtes-d'Armor (UIMM 22) se chargera de formuler cette demande auprès des services du ministère du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Ploufragan, le 6 juin 2017.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Taux effectifs garantis annuels (TEGA)

À partir de l'année 2017 pour 35 heures de travail hebdomadaires, base 151,67 heures mensuelles

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TEGA
I	1	140	17 818
	2	145	17 871
	3	155	18 032
II	1	170	18 161
	2	180	18 304
	3	190	18 709
III	1	215	19 223
	2	225	19 605
	3	240	20 152
IV	1	255	20 906
	2	270	22 071
	3	285	23 159
V	1	305	24 620
	2	335	26 808
	3	365	29 148
		395	31 500

La présente grille correspond à une revalorisation de 1 % des taux effectifs garantis annuels (TEGA) résultant du précédent accord en date du 9 juin 2016, à l'exception du coefficient 225 (niveau III échelon 2) qui est revalorisé de 2 %.